

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 8 avril 1991

La séance est ouverte à 14 heures.

[Français]

---

*Prière*

---

### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

#### LE BUDGET

**M. John Manley (Ottawa-Sud):** Monsieur le Président, ce matin, le Parti libéral a lancé sa campagne en vue de sensibiliser la population à la nécessité de défendre les travailleurs canadiens contre les dernières attaques du gouvernement conservateur.

Dans son budget, le gouvernement a notamment dit à tous les employeurs de ne pas tenir compte des droits de négociation et de menacer les travailleurs de compressions. Il les a invités à avoir davantage recours à la sous-traitance pour contrebalancer les augmentations de salaire.

De 9 heures à 18 heures aujourd'hui, sur la colline du Parlement, nous donnons aux fonctionnaires fédéraux et provinciaux, aux pensionnés, aux membres des groupes cibles pour ce qui est de l'équité en matière d'emploi, aux professeurs et aux universitaires la possibilité de faire connaître leur opposition à un pareil chantage.

Lorsque le gouvernement menace d'avoir recours à des négociations de mauvaise foi, d'adopter des lois de retour au travail et de s'ingérer dans le processus de conciliation et d'arbitrage, il remet alors en cause les droits des travailleurs canadiens et la qualité des services offerts à la population.

On organisera d'autres tribunes de ce genre le 22 avril, à Thunder Bay et à Kingston. Nous encourageons tous les travailleurs canadiens à y participer et à nous aider à dire carrément au gouvernement que ça suffit.

#### HOMMAGE POSTHUME AU LIEUTENANT-COLONEL MAURICE HALLÉ

**M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est):** Monsieur le Président, ma collègue, Gabrielle Bertrand, députée de Brome—Missisquoi, qui est absente de la Chambre, m'a prié de signaler le décès, le 5 avril dernier, de l'ancien député de la circonscription, le lieutenant-colonel Maurice Hallé. On se souviendra que M. Hallé a été député de 1940 à 1947.

Nous offrons à M<sup>me</sup> Hallé ainsi qu'à la famille l'expression de notre plus profonde sympathie en ces heures difficiles.

**M. le Président:** Je remercie l'honorable député.

\* \* \*

[Traduction]

#### LE LOGEMENT

**L'hon. Alan Redway (Don Valley-Est):** Monsieur le Président, à l'instar de l'Institut C.D. Howe, le rapport Allaire recommandait que le logement devienne une responsabilité exclusive des provinces.

Avant de prendre une décision à la hâte, rappelons-nous que les programmes de logement du gouvernement fédéral sont mis en oeuvre partout au Canada et que seule l'assurance hypothèque du gouvernement fédéral est offerte à tous les Canadiens. C'est grâce à elle que le tiers des maisons ont été construites dans ce pays. Rappelons-nous également que c'est grâce aux programmes du gouvernement fédéral que 640 000 logements ont été mis à la disposition de Canadiens à faible revenu, ce qui représente un élément essentiel de notre filet de sécurité sociale.

Si le logement devient une responsabilité exclusive provinciale, pourrions-nous bénéficier d'une assurance hypothèque partout au Canada? Aurons-nous un filet de sécurité sociale dans le domaine du logement? Nos impôts diminueront-ils? Qu'en pensez-vous, monsieur le Président?